



## Comment expliquer que la déconstruction européenne soit enclenchée alors que les citoyens de l'Union continuent à y croire



Source Atlantico avec Rémi Bourgeot et Nicolas Goetzman

Atlantico : Alors que le Conseil européen s'ouvre ce 8 juin à Bruxelles, et évoquera des questions relatives aux migrations, à la zone euro ou encore au Brexit, comment qualifier la situation actuelle de l'Union européenne ? Comment comprendre les difficultés de négociations rencontrées par les dirigeants alors même que les populations démontrent leur envie d'Europe au travers de nombreux sondages, notamment ceux de l'euro-baromètre montrant que 74% des citoyens des pays de la zone euro sont favorables à la monnaie unique ?

**Rémi Bourgeot** : La coopération européenne est aujourd'hui confrontée à une impasse liée à la fois à la décomposition des scènes politiques nationales et aux blocages qui affectent le modèle d'intégration suivi au cours des trois dernières décennies. Face à cette remise en cause généralisée, on constate une réaction de stupeur de la part des responsables politiques traditionnels en France comme dans le reste de l'Europe, mais on peine à voir émerger la voie d'un nouveau modèle de coopération, quels qu'en soient les acteurs potentiels. Les débats de fond se retrouvent neutralisés par un tête-à-tête stérile entre populisme et statu quo, issu de l'effondrement des clivages propres à la démocratie libérale.

Sur le plan économique, l'Europe connaît des déséquilibres qui se sont aggravés de façon décisive avec le tournant qu'a représenté la crise économique. Nous avons pris la voie d'un modèle de compression qui tourne le dos à la révolution technologique en cours dans le monde. Les jeunes générations paient un lourd tribut, et notamment désormais les gens les plus qualifiés, en France et dans le sud de l'Europe. Ce modèle de gestion de crise perpétuel est capable d'engendrer un excédent commercial croissant à l'échelle européenne, mais a

tendance à aggraver les maux économiques et sociaux que connaît le continent, ainsi que la décomposition des systèmes politiques.

Les responsables politiques oscillent entre l'impératif de réalisme lié à la crise politique et la tentation du déni. Sur la question de l'euro que vous évoquez, les citoyens européens restent effectivement dans leur majorité favorables au maintien dans la monnaie unique, par peur notamment des conséquences financières d'un éclatement de l'euro. Le débat aussi bien sur la réorientation de la gestion de la monnaie unique que sur une alternative a été très mal engagé. Le modèle de gestion monétaire est aujourd'hui dans l'impasse, car il bute d'un côté sur les tabous allemands, qui remontent aux tout premiers débats sur l'intégration monétaire, et sur l'impératif français de croyance en un grand soir européen. Ces tabous ont pu être ignorés un temps dans le contexte du chamboulement des années 1990 et des gages européens donnés par la République fédérale dans le contexte de la réunification. Les blocages qui se manifestent aujourd'hui ne sont que l'écho des non-dits primordiaux de la phase de conception de l'euro.

Le recours au déni risquerait d'aggraver la situation européenne et d'affaiblir la position de la France. On l'a vu à l'occasion de la mise en avant du dernier sommet franco-allemand, présenté, dans l'hexagone, comme un tournant historique sur la question du budget de la zone euro. Il s'agissait pourtant surtout d'entériner une concession symbolique et déjà annoncée de longue date par Angela Merkel sur la constitution d'un budget dont elle garantit à l'opinion publique allemande qu'il sera très faible. La mise en avant française d'un tournant historique dans l'intégration de la zone euro a déconcerté les observateurs qui suivent ces sujets en Europe et dans le monde, notamment outre-Rhin. En lieu du bond en avant fédéral qui avait été annoncé, le saut dans une forme de surréalisme communicationnel risquerait de ne guère être profitable dans la durée.

**Nicolas Goetzmann** : Le premier constat à faire est celui de l'Union européenne telle qu'elle est. Au cours de ces trois dernières années, nous avons assisté au Brexit, à l'entrée au Bundestag de 92 députés de l'AfD, aux élections italiennes qui ont porté la Ligue et le M5S au pouvoir, à la sécession des pays de l'est notamment sur la question migratoire, à la Catalogne, à la victoire de Sebastian Kurz à la tête de l'Autriche etc.. Ce à quoi nous assistons est un processus de désintégration rapide de l'Union européenne. Dans un tel contexte, on observe quelques propositions de relance du projet européen (Emmanuel Macron) dont l'ambition semble totalement déconnectée des enjeux. La création d'un budget anecdotique qui ne verra le jour – peut-être – qu'en 2021, apparaît comme une distraction. A aucun moment, dans ce processus, un diagnostic n'a été posé.

Effectivement, et même si le sentiment européen s'est effrité au sein des différentes populations qui forment les pays membres, il persiste. La volonté d'Europe ne se dément pas pour les citoyens, ce qui est visé, c'est l'Europe telle qu'elle est. Une Europe qui a été incapable de répondre efficacement à la crise économique, avec des populations qui en subissent ses effets depuis 10 ans, qui a martyrisé des pays entiers comme la Grèce, qui

traite l'Italie et la Grèce avec arrogance sur la question des migrants, qui a été incapable de traiter géopolitiquement cette question durant le conflit syrien, qui a vu l'Allemagne décider unilatéralement de son ouverture des frontières en 2015 (et sans concertation avec ses partenaires) , qui fait tout son possible pour faire un exemple punitif avec le Royaume Uni dans le contexte du Brexit, ou qui accepte de voir des technocrates comme Martin Selmayr s'emparer du pouvoir au sein de la Commission européenne. Tout cela commence à faire beaucoup et cette Europe-là n'a effectivement pas trop la côte auprès des européens. Selon le même eurobaromètre de mars 2018, on peut constater que 54% des Français ne font pas confiance à l'Union européenne. Seuls 34% d'entre eux lui font confiance. Le constat évident de ce paradoxe est que les européens veulent l'Europe tout en voulant se débarrasser de ce qu'elle devenue. La problématique posée est que les alternatives n'existent toujours pas. Le débat se déroule entre les européens qui veulent avancer sans direction, et les mouvements souverainistes qui n'apportent rien en termes de propositions. Ces deux visions s'entrechoquent mollement sans apporter de sens, on est pour ou on est contre, mais on ne propose pas de vision réaliste pour l'ensemble.

**Nicolas Goetzmann** : Allemagne et France partagent cette tendance de voir l'Europe comme un relais de leur propre puissance. Du côté français, depuis 10 ans au moins, il s'agit plutôt d'un fantasme, comme ne semble pas le remarquer Emmanuel Macron qui voit ses ambitions vidées de leur sens. Il n'est pas très difficile de se rendre compte que depuis la crise, l'Europe n'est – non pas allemande, mais "à l'allemande"- austérité budgétaire par ci, austérité monétaire par-là, faire des économies, payer ses dettes, et oublier la croissance économie au milieu du gué, l'ensemble des poncifs, aussi absurdes soient-ils continuent de prospérer au sein du continent. Ce qui est plus inhabituel c'est de voir la France aujourd'hui vouloir défendre les principes de cette Europe à l'allemande avec véhémence. Lorsque Bruno Le Maire assure le rôle du défenseur des intérêts commerciaux européens – en oubliant la taille des excédents du continent sur les États Unis, et en oubliant le déficit extérieur français face à l'Allemagne- il défend sans véritablement s'en rendre compte les intérêts commerciaux de Berlin, en croyant qu'il s'agit de l'Europe toute entière. Son attaque visant l'Italie au lendemain des élections générales tenait du même registre. Mais globalement, ces logiques d'extrapolation des intérêts nationaux au niveau européen conduisent au même résultat, la question de l'intérêt général des populations européennes est absente du débat. Lorsque l'Allemagne est au plein emploi, elle pense qu'il faudrait resserrer la vis de la politique monétaire alors que des pays comme l'Espagne, l'Italie, la Grèce ou la France sont en situation de chômage de masse. Il est également fréquent d'ignorer ce que veulent ou non ses partenaires, lorsque la France souhaite mettre en place un budget européen, elle oublie que plus de la moitié des pays membres sont contre.

**Rémi Bourgeot** : Nous avons redécouvert avec la crise à la fois l'interdépendance de nos pays, très fortement intégrés commercialement, et le caractère éminemment national de la responsabilité politique, aussi bien dans la gestion des crises que dans la détermination d'une

stratégie de long terme. Cette prise de conscience des limites de la gestion supranationale, dans un ensemble hétérogène où certains pays comme l'Allemagne ont conservé une conception nationale de la décision politique, se fait de façon chaotique, mais elle est pour autant inévitable. L'heure est désormais à la définition d'un modèle viable de coopération, qui prenne en compte les réalités nationales, dans leur diversité politique et culturelle, mais nous en sommes loin.

Les élites française, italienne et espagnole ont pensé au cours des dernières décennies que le spectre du débat contradictoire et de la négociation avait été conjuré par l'idée d'un sens de l'histoire qui devait mener les pays membres vers un modèle unifié et prospère. Les divergences économiques et l'immobilisme dans la crise ont condamné cette idée, et il est précisément indispensable de revenir à un débat ouvert, aussi bien à l'échelle nationale qu'européenne, qui permette d'engager des négociations économiques constructives avec nos partenaires.

Après la décennie de gestion erratique de la crise économique, la crise migratoire ajoute une nouvelle dimension au problème de la coopération européenne. La plupart des pays se retrouvent à remettre en cause les mêmes règles, comme le règlement de Dublin, mais pour des raisons difficilement compatibles, car ils sont confrontés à des situations très différentes. En lieu d'un modèle de coordination et d'une approche commune, nous assistons à des négociations explosives sur la base de démarches plus ou moins unilatérales.

## Que peut-on attendre d'un tel Conseil européen dans un tel contexte ?

**Rémi Bourgeot** : Le conseil européen doit se concentrer sur la question de l'intégration de la zone euro, sur la base des propositions d'Emmanuel Macron, et sur la gestion de la crise migratoire.

Sur la question de l'euro, il s'agit de trouver un soutien européen pour ce qui a été présenté comme un accord historique entre la France et l'Allemagne centré sur la constitution d'un budget d'investissement consacré à la zone euro. Il n'est guère envisageable pour l'Allemagne d'accepter un budget conséquent, car toute idée de mise en commun financière avec les pays du sud de la zone y est taboue. Il s'avère que cette idée est également taboue dans un certain nombre d'autres pays d'Europe du nord, qui vont s'assurer que la mesure ne reste que d'une portée strictement symbolique. On pourra ainsi probablement affirmer avec le plus grand sérieux que l'élan franco-allemand a été freiné par l'opposition des Pays-Bas et de la Finlande, sans oublier l'Estonie, mais que les bases d'un parachèvement de la zone euro auront pour autant été mises en place pour l'avenir de l'union monétaire. Concrètement, ce budget devrait porter sur une période de sept ans à compter de 2021, garantissant par ailleurs un effacement du débat pour une décennie.

Sur la question migratoire, chacun va mettre en avant sa critique du manque de solidarité européenne, selon sa propre interprétation. Emmanuel Macron s'était montré très critique à

l'égard de l'Allemagne lors de sa rencontre avec Giuseppe Conte, le Président du Conseil italien, affirmant que la hausse des demandes d'asile en France était due aux migrants refoulés par l'Allemagne. Il semble que le président de la République critique le règlement de Dublin en ce qui concerne la difficulté à gérer le cas de migrants refoulés par d'autres pays européens et dont la demande serait aussi rejetée par les autorités françaises. L'Italie demande à ce que le poids de la gestion des arrivées du fait de sa position géographique soit partagé, rejetant évidemment à ce titre l'idée d'une responsabilité particulière du premier pays d'accueil dans la gestion de migrants arrivés sur son territoire. L'Allemagne, comme pays de destination, continue à demander un partage plus poussé. Mais surtout, dans la lignée de l'approche extra-européenne qui s'était illustrée par l'accord avec la Turquie pour la rétention des réfugiés syriens, elle défend une généralisation de l'approche consistant à gérer hors d'Europe les flux migratoires, au moyen notamment de centres de tri dont il sera certainement ardu de préciser le principe. Il faut ajouter à cette situation la position des pays d'Europe centrale toujours centrée sur le rejet d'un partage dans l'accueil. La possibilité d'une contribution financière de ces gouvernements sera a priori également débattue. La complexité explosive de ces négociations se nourrit naturellement de l'enjeu politique et électoral, dans un contexte de remise en cause poussée. Angela Merkel en particulier se trouve confrontée à un coup de pression de son ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, qui tente de retrouver les faveurs des électeurs conservateurs en Bavière, après avoir été poussé vers la sortie par un courant au sein de son parti, à la fois plus jeune et plus conservateur.

**Nicolas Goetzmann** : Ce Conseil a été prévu de longue date pour la réforme de la zone euro, la journée de vendredi est à ce titre consacrée au "Sommet de la zone euro" qui aurait dû être une parade finale au projet européen d'Emmanuel Macron. Mais l'actualité sur la question migratoire perturbe cet agenda, qui, il ne faut pas se leurrer n'avait rien d'ambitieux au regard des enjeux. L'accord obtenu la semaine passée entre Emmanuel Macron et Angela Merkel a été largement surestimé, comme a pu le relever la presse étrangère.

Matteo Salvini risque gros, tout comme Angela Merkel, mais également Emmanuel Macron. Chacun risque de perdre la face dans ce jeu, et ce, pour des questions de politique intérieure principalement. Angela Merkel peut perdre sa coalition sur la question migratoire, Matteo Salvini joue sa crédibilité sur ce même dossier, et Emmanuel Macron risque de perdre toute la cohérence de son programme qui reposait sur l'idée de réformer la France, pour la rendre capable de réformer l'Europe. Pour le moment, des réformes ont été plus ou moins menées en France, mais rien de tangible n'a été obtenu par le président français au niveau européen. Emmanuel Macron maniait la carotte et le bâton sur ce point, il ne lui reste que le bâton, ce qui pourrait peut-être déplaire aux électeurs français.

C'est peut-être la question la plus perturbante. Comment croire que ce Conseil européen pourrait être décisif ou "historique", puisque le terme est à la mode, alors qu'il ne tient aucunement compte des problèmes du continent ? Demande intérieure trop faible et chômage de masse depuis 10 ans ont conduit le continent à constituer d'énormes excédents sur le

reste du monde, principalement les Etats-Unis, sans qu'une voix en Europe ne s'en alarme. La stratégie économique du continent est en train de détruire l'Union européenne, aussi bien du point de vue de l'intérieur en réprimant l'emploi et les salaires, que du point de vue de l'extérieur en provoquant nos partenaires par une sous consommation chronique du continent. Et pourtant, les plus grands défenseurs de l'Europe continuent de défendre les causes de son implosion. Aussi longtemps que ce diagnostic ne sera pas fait, il ne sera pas question de régler la crise.